



Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

Seul le texte prononcé fait foi

# Discours du Président de l'UIP, M. Saber Chowdhury

## Séance inaugurale de la Réunion parlementaire organisée à l'occasion de la COP21/CMP11

Paris, France, 5 décembre 2015

Excellence Monsieur Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies,  
Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,  
Monsieur le Président du Sénat,  
Monsieur le Ministre,  
Mesdames et Messieurs les Présidents et Vice-Présidents de parlement,  
Mesdames et Messieurs les parlementaires, chers collègues,  
Mesdames et Messieurs,

Assalamalaikum, bonjour à toutes et à tous.

Je vous souhaite la bienvenue et vous remercie pour votre participation à cette Réunion parlementaire, qui a été organisée conjointement par les deux chambres du Parlement français et l'Union interparlementaire. Je souhaite également exprimer ma gratitude et adresser mes chaleureux remerciements à nos hôtes français pour les préparatifs.

Paris est la ville qui a vu naître l'UIP, il y a maintenant 126 ans, en 1889. La France est un Membre fondateur de l'UIP. Je reviens juste de Budapest, où nous avons commémoré les 120 ans d'engagement du Groupe national hongrois au sein de l'UIP. Dans le cadre des festivités autour de cet événement, j'ai eu l'honneur de m'exprimer à l'occasion d'une réunion spéciale de l'Assemblée hongroise. La Hongrie est elle aussi un Membre fondateur de l'UIP.

Inspirées par les valeurs éternelles que sont la liberté, l'égalité et la fraternité, nos 126 années d'engagement ont été ponctuées de multiples rencontres et collaborations au sein de la communauté parlementaire mondiale, profitant de l'espace de dialogue unique offert par l'UIP afin de promouvoir des initiatives sans précédent et de soulever des idées en avance sur leur temps.

Ainsi, que ce soit en inventant la coopération multilatérale, en jouant un rôle prépondérant dans la création de la Société des Nations en 1919, en mettant en place la Cour permanente d'arbitrage de la Haye, en facilitant la première rencontre entre Margaret Thatcher et Mikhaïl Gorbatchev, ou, plus récemment, en s'engageant aux côtés de l'ONU en tant que représentante des citoyens mandatée par les Constitutions pour un Agenda 2030 centré sur les êtres humains, dans toutes ces situations, l'UIP a été à l'avant-garde de son temps.

Notre leadership et notre engagement sont à nouveau fortement sollicités en cette fin de 2015. Cette année a été la plus importante pour les processus onusiens, tandis que nous nous efforçons de mettre le monde sur une voie plus sûre, plus prospère, plus durable et propre à préserver notre planète qui est unique. Ne l'oublions pas, nous n'avons pas de "planète B". Nous, les parlements,

jouons un rôle crucial dans l'exécution de cet agenda aux multiples ambitions et défis, et le changement climatique en est bien entendu l'un des plus importants.

Notre leadership et notre engagement sont à nouveau fortement sollicités en cette fin de 2015. Cette année a été la plus importante pour les processus onusiens, tandis que nous nous efforçons de mettre le monde sur une voie plus sûre, plus prospère, plus durable et propre à préserver notre planète qui est unique. Ne l'oublions pas, nous n'avons pas de "planète B". Nous, les parlements, jouons un rôle crucial dans l'exécution de cet agenda aux multiples ambitions et défis, et le changement climatique en est bien entendu l'un des plus importants.

Le Secrétaire général de l'ONU, Monsieur Ban Ki-moon, que nous avons le privilège d'avoir parmi nous aujourd'hui, a officiellement déclaré qu'il ferait de la lutte contre le changement climatique sa priorité personnelle. Monsieur le Secrétaire général, sachez que cette priorité est également la nôtre.

Comme vous, nous voulons nous protéger, nous et les générations à venir, contre un chaos climatique. Nous voulons une planète plus verte et plus sûre, en progressant sur la voie d'un développement durable et sans émissions de carbone. Nous voulons éviter les catastrophes naturelles occasionnées par le changement climatique, la réduction de la biodiversité et les vagues de migrations, et nous voulons que la pauvreté appartienne désormais définitivement au passé.

Au nom de la communauté parlementaire mondiale, qui est représentée par l'Union interparlementaire, je vous remercie, Monsieur le Secrétaire général, de nous avoir fait part de votre vision aujourd'hui.

L'UIP est forte de 167 parlements, eux-mêmes composés de 43 500 parlementaires représentant 6,5 milliards de citoyens. Nous avons entendu votre message, Monsieur le Secrétaire général, et nous nous assurerons non seulement que ce dernier soit transmis à nos électeurs, mais aussi que nous assumerons le rôle qui nous incombe.

Pendant deux semaines en ce mois de décembre 2015, Paris est devenue la capitale climatique du monde. Les délibérations de l'ONU au sujet du changement climatique ont toujours été tendues, mais la COP21 qui a lieu en ce moment atteint un sommet historique pour ce qui est de la nécessité d'aspirer à des ambitions plus grandes, de répondre à l'urgence, d'assumer ses responsabilités et de faire preuve de leadership et de courage politique.

Les projecteurs sont braqués également sur le Président de la COP21, Monsieur le Ministre Laurent Fabius. Nous savons combien il s'est investi pour que cette Conférence soit un succès, passant d'une capitale à l'autre, développant des idées nouvelles et tentant de trouver des compromis entre des positions à première vue inconciliables. Nous espérons que cette Conférence aura le résultat auquel nous aspirons tous. Ici à Paris, nous n'avons pas le droit d'échouer.

Car si nous échouons, ce n'est pas seulement nous-mêmes mais aussi les générations futures que nous mettons en situation d'échec.

Nous lui sommes très reconnaissants d'avoir trouvé le temps, malgré son agenda extrêmement chargé, de nous rejoindre dans les locaux de l'Assemblée nationale, un bâtiment dont il connaît les moindres détails puisqu'il y a siégé pendant des années en tant que Président.

La France est un pays dans lequel les institutions incarnant les pouvoirs législatif et exécutif sont imbriquées dans un système délicat de poids et de contrepoids : la recherche sans fin de solutions par le dialogue politique, le compromis et la persuasion sont au cœur même de cette vibrante démocratie.

Lorsque Paris, capitale d'un pays aux traditions démocratiques fortement ancrées, a été la cible des terroristes, nous avons tous été choqués et attristés. C'est ici l'occasion pour moi de faire part à nos hôtes français de notre compassion, notre soutien et notre solidarité suite à ces événements. La communauté parlementaire mondiale partage la douleur de la France et aujourd'hui plus que jamais, l'humanité tout entière doit rester forte et unie.

Je tiens à exprimer ici ma profonde gratitude auprès des deux chambres du Parlement français et personnellement à leurs Présidents, Monsieur Bartolone et Monsieur Larcher, pour avoir insisté sur la nécessité de maintenir cette Réunion parlementaire malgré les événements tragiques du 13 novembre.

Il s'agit là d'une très belle preuve de courage et d'engagement de la part de législateurs. Non, ne nous laissons pas détourner de notre objectif qui veut améliorer la vie sur cette planète. Non, n'abandonnons pas nos idéaux que sont la démocratie, le respect mutuel, la sécurité et la dignité humaines. Oui, continuons à œuvrer pour la paix, le développement et le bien-être des peuples, et oui, mettons tous nos efforts dans le combat contre le changement climatique.

Il est réassurant de constater que la nécessité d'une action solidaire contre le changement climatique a été exprimée à maintes reprises par des chefs d'Etat et de gouvernement à l'occasion de la séquence officielle des chefs d'Etat ("Leaders Event"), un événement organisé à Le Bourget il y a quelques jours. L'un après l'autre, ils se sont engagés à décarboniser l'économie et éliminer les gaz à effet de serre.

Et pourtant, comme on nous l'a rappelé aujourd'hui, l'Accord de Paris sur le climat ne serait pas la fin mais seulement le début d'un long chemin vers une société "sans carbone" et évoluant conformément aux limites planétaires.

A l'UIP, nous sommes convaincus que les législateurs ont leur part de responsabilité dans la lutte contre le changement climatique et nous n'avons cessé d'insister sur le devoir des parlementaires de promulguer et amender des lois, d'approuver des budgets nationaux et d'engager la responsabilité des gouvernements.

S'ils ne sont pas transposés dans les législations nationales et soumis à des contrôles rigoureux, les accords internationaux sur le changement climatique ne seront jamais crédibles ni efficaces. En tant que parlements, nous pouvons donner vie à ces accords et garantir qu'ils sont appliqués.

L'UIP continue d'exiger une action audacieuse pour le climat, encouragée par de grandes ambitions en vue de réduire les émissions nocives, renforcer la résilience climatique et éviter des conséquences dramatiques. De concert avec d'autres parties impliquées, nous continuons d'insister sur la nature contraignante du nouvel accord sur le climat, que ce soit au niveau politique, opérationnel ou juridique.

Nos Parlements membres sont prêts non seulement à soutenir la mise en œuvre de l'Accord de Paris, mais aussi à faciliter l'action nationale à tous les niveaux à travers la législation. Nous n'avons pas de temps à perdre, et au lieu d'attendre un consensus et des accords globaux, nous devons faire notre part à l'échelon national et aller le plus loin possible dans la direction choisie.

Plus largement, nous soutenons l'harmonisation de l'agenda global en encourageant plus de cohérence et de complémentarité entre les nouveaux accords portant sur la réduction des risques de catastrophe, le développement durable et le changement climatique.

Il est important de reconnaître l'interconnexion de ces accords et leur aptitude à se renforcer mutuellement, sans quoi nous ne pourrions pas garantir une utilisation optimale des ressources disponibles ni travailler efficacement avec toutes les parties concernées dans le processus de mise en œuvre de ces accords, à tous les échelons – local, national et mondial.

La lutte contre le changement climatique a ses incidences financières, mais il a été prouvé de façon probante et empirique qu'agir sera beaucoup plus bénéfique que rester passif.

Notre réunion de deux jours nous donnera maintes occasions d'aborder ces questions et d'autres portant sur le changement climatique. Son programme est en effet très riche et varié, et la liste de conférenciers invités est prometteuse.

Dans quelques instants, nous aurons le plaisir d'assister à une présentation de l'un des combattants du dérèglement climatique les plus connus, l'ancien gouverneur de Californie, Monsieur Arnold Schwarzenegger. Il est également le fondateur de R20 – Regions of Climate Action, une coalition de régions engagées dans la lutte contre le réchauffement climatique, et c'est à ce titre qu'il s'exprimera ici aujourd'hui.

Cette allocution sera suivie d'une séance de plaidoyer lors de laquelle nous discuterons des priorités en matière d'action législative sur le changement climatique. L'UIP a élaboré son propre Plan d'action parlementaire sur les changements climatiques, dont le principal objectif est d'intensifier l'action politique, la participation, le suivi et le contrôle menés par les parlements en matière de climat pendant la phase de mise en œuvre de l'Accord de Paris.

Lors de notre rencontre à Lima l'année passée, j'ai exprimé l'espoir qu'à Paris, nous soyons à même de rendre compte des mesures normatives et politiques prises dans nos parlements respectifs en vue de promouvoir un développement à faibles émissions de carbone mais à haute efficacité énergétique et des sociétés en faveur de la résilience climatique. C'est exactement ce que nous souhaitons aborder aujourd'hui lors de notre séance de plaidoyer. En outre, nous voulons profiter de cette occasion pour nouer le dialogue avec des partenaires de l'UIP au sein d'organisations interparlementaires s'engageant activement dans la lutte contre le changement climatique.

Demain, notre journée débutera par une série de présentations effectuées par des personnalités actives dans le domaine de la politique climatique mondiale, à savoir la Ministre française de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, Madame Ségolène Royal, le Directeur général du PNUE, Monsieur Achim Steiner et le Secrétaire général de l'OCDE, Monsieur Angel Gurría. Je suis sûr que vous aurez beaucoup de questions à leur poser.

Ensuite, nous participerons à une réunion-débat interactive qui rassemblera des parlementaires et des climatologues renommés. Le nouveau Président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Monsieur Hoesung Lee, le Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale, Monsieur Jarraud, ainsi que le professeur Nicholas Stern, une personnalité remarquable dans le domaine du changement climatique, feront partie de nos honorables invités.

"Les climatologues ont parlé, l'action législative doit suivre" – c'est ainsi que je décrirais l'objet et le point de mire de ce débat. Toutefois, nous ne pouvons pas ignorer l'existence de climatosceptiques, qu'ils soient dans le doute par simple commodité ou par erreur. Il est temps d'écouter les arguments que cette science de pointe a à nous avancer.

En tant que parlementaires, nous nous devons d'être particulièrement attentifs aux besoins et aux aspirations des groupes de population les plus vulnérables face au changement climatique. C'est pourquoi nous avons inclus dans le programme un débat portant sur les aspects sociaux de l'élaboration de politiques climatiques, mettant l'accent sur le genre et la jeunesse. A cet égard, je remercie le Forum des jeunes parlementaires, récemment créé, pour la promotion de ce thème spécifique.

Dans le même esprit, nous avons décidé de réunir, à l'occasion d'un autre débat, des législateurs, des représentants du secteur privé de l'énergie et des militants écologistes, l'idée étant d'avoir une discussion riche et variée sur les énergies renouvelables.

Lutter efficacement contre le changement climatique est impossible sans l'engagement actif de toutes les parties concernées. Afin d'ajouter une nouvelle dimension et de donner une perspective plus large à notre discussion, nous avons invité deux femmes remarquables, Madame Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO et Madame Mary Robinson, Envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les changements climatiques. Je suis convaincu que leurs connaissances et leurs idées enrichiront considérablement notre compréhension et contribueront énormément à l'essence même du débat.

J'espère qu'à la fin de nos délibérations, nous parviendrons à un consensus sur le document final, dont un projet a été préparé par le Sénateur français Monsieur Hervé Maurey. Le texte proposé adresse un message politique clair aux négociateurs gouvernementaux et un appel au ralliement et à l'action à l'intention de notre communauté parlementaire mondiale. Autre aspect important, ce texte servira de base, de retour dans nos pays respectifs, à nos parlements pour débiter la mise en œuvre des décisions prises à Paris.

J'espère que nos débats seront francs, ciblés et productifs, autrement dit fidèles à la meilleure tradition parlementaire. J'ai maintenant le plaisir de déclarer la Réunion parlementaire ouverte.